

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 juin 2024
à 20 heures 00

NOMBRE

Conseillers en exercice : 15

Présents : 11

Votants : 15

L'an deux mille vingt quatre, le vingt-quatre juin, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame CURINA-PRILLIEUX Marlène, Maire

Etaient présents : Mmes Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL et Michèle PETITJEAN, Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Sébastien BOYER, Ludovic BOFFIN, et José PETTA

Etaient excusés : Mmes Nathalie PAUCET, Mickaëlle HOUEIX et Catherine PELLENZ et Mr Frédéric RICHARD-MAUPILLIER

Procurations : Mme Nathalie PAUCET à Mr Sébastien BOYER, Mme Mickaëlle HOUEIX à Mme Elodie DORGET, Mme Catherine PELLENZ à Mr Alain PARMENTELAT et Mr Frédéric RICHARD-MAUPILLIER à Mme Marlène CURINA-PRILLIEUX

Date de convocation : 15 juin 2024

*Date d'affichage et de transmission à la
Préfecture le : 25 JUIN 2024*

OBJET N° 06 : FONCTION PUBLIQUE - PERSONNEL

Mise en place du Compte Epargne Temps (CET)

Un scrutin a eu lieu, Michèle PETITJEAN a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Madame Le maire expose au Conseil :

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2020-723 du 12 juin 2020 portant dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale pour faire face aux conséquences de l'état d'urgence sanitaire,

Vu l'arrêté du 28 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

L'instauration du compte épargne-temps est obligatoire dans les collectivités territoriales et dans leurs établissements publics mais l'organe délibérant doit déterminer, après avis du comité social territorial, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits.

Le compte épargne temps est ouvert aux agents titulaires et contractuels de droit public justifiant d'une année de service. Les stagiaires et les contractuels de droit privé ne peuvent bénéficier du CET.

L'initiative en revient à l'agent qui formule sa demande à l'autorité territoriale.

Ce compte permet à leurs titulaires d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60.

Considérant que la réglementation fixe un cadre général mais qu'il appartient à l'assemblée de fixer les modalités d'application locale,

Considérant la saisine du comité social territorial en date du 18 mai 2024

Madame le Maire propose à l'assemblée :

– de fixer comme suit les modalités d'application locales du compte épargne temps prévu au bénéfice des agents territoriaux à compter du 01/09/2024

L'alimentation du CET : doit être effectuée par demande écrite de l'agent avant la fin de chaque année civile (ou au plus tard le 31 janvier de l'année suivante).

Ces jours correspondent à un report de :

- congés annuels, sans que le nombre de jours pris au titre de l'année puisse être inférieur à 20 jours,
- Le cas échéant, tout ou partie des repos compensateurs : heures supplémentaires et heures complémentaires

Information de l'agent : Chaque année, le service gestionnaire communiquera à l'agent la situation de son CET (jours épargnés et consommés).

Utilisation du CET : L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service. Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés lorsque le compte arrive à échéance, à la cessation définitive de fonctions ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé de maternité, d'adoption, de paternité ou d'accompagnement d'une personne en fin de vie.

Quel que soit le nombre de jours épargnés, les jours sont automatiquement maintenus sur le compte épargne-temps en vue d'une utilisation ultérieure sous forme de congés sans que l'agent n'ait à le demander expressément.

CET en cas de départ :

L'agent conserve les droits qu'il a acquis au titre du compte épargne-temps dans les cas prévus à l'article 3 du décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des voix,

DECIDE :

D'adopter les modalités du compte épargne temps ainsi proposées.

Le Maire
Marlène CURINA-PRILLIEUX

